

Toujours en marche ou déjà en panne ? Ce que peut encore espérer Emmanuel Macron (ou pas) après avoir annoncé ne pas être candidat à la présidentielle maintenant



Alors que les ambitions personnelles d'Emmanuel Macron font beaucoup parler depuis plusieurs semaines, le ministre de l'Economie a affirmé vendredi ne pas être candidat "aujourd'hui" à l'élection présidentielle.

Avec Frédéric
Métézeau

Atlantico : Ce vendredi, au micro de RTL, Emmanuel Macron a déclaré qu'il n'était pas "aujourd'hui" candidat à l'élection présidentielle, tout en rappelant une nouvelle fois que l'offre politique actuelle était insuffisante selon lui. Comment peut-on interpréter cette sortie ? Emmanuel Macron est-il vraiment rentré dans le rang ?

Frédéric Métézeau : Il n'y a rien de neuf sous le soleil. Aujourd'hui, Emmanuel Macron est ministre de l'Economie. S'il ne s'est pas déclaré, il précise bien qu'il n'est pas candidat "aujourd'hui" pour ne se fermer aucune porte. Mais il ne s'agit pas forcément de rentrer dans le rang, puisqu'il n'en est jamais véritablement sorti. Il détonne par sa façon de penser, mais fondamentalement, il est toujours là. Il ne se ferme aucune porte, mais ne va pas non plus franchir le Rubicon.

Pour ce qui est de son mouvement *En Marche!*, il n'est pas le premier à lancer un mouvement, un cénacle, un club de réflexion, un *think tank*, quel que soit le nom qu'on lui donne. Il y en a toujours eu à droite comme à gauche. Ensuite, quelle est la réalité de cette mobilisation sur le terrain ? J'aimerais bien pouvoir la mesurer. C'est un mouvement pour lequel on peut adhérer gratuitement. S'il suffit de cliquer pour être considéré comme un membre... Au-delà de la communication médiatique, quelle est la réalité de ce mouvement ?

Avec *En Marche!*, Emmanuel Macron assure vouloir faire exister le débat d'idées. En réalité, il n'y a pas grand-chose de neuf dans la façon de faire. Dire que l'on va rencontrer des gens pour constater ce qui ne va pas et essayer de trouver des solutions, c'est la démocratie participative de Ségolène Royal, et ça a quasiment dix ans.

J'ajoute qu'Emmanuel Macron a besoin d'exister, et les médias l'aident en cela. Quoi qu'il en dise, il est comptable des résultats économiques de la France. Il a été conseiller économique de François Hollande, puis son ministre de l'Economie. S'il y a donc bien quelqu'un qui personnifie la politique économique du quinquennat, c'est bien lui. Contrairement à Montebourg, il n'est pas parti.

Si jamais Emmanuel Macron décidait effectivement de ne pas être candidat, quel avenir s'offrirait à lui à court terme ? Pourrait-il rester à Bercy jusqu'à la fin du quinquennat ? Serait-il dans son intérêt de quitter le gouvernement prochainement ? A plus long terme, quelles sont les possibilités qui s'offrent à lui ?

Je ne prédirai pas l'avenir, car je ne suis ni Emmanuel Macron ni François Hollande. Maintenant, si Emmanuel Macron souhaite continuer à exister, il vaut mieux être dans un gouvernement qu'en-dehors. S'il quitte le gouvernement, il n'a pas de mandat. Il a par ailleurs une légitimité, un bilan, un héritage qui, somme toute, ne saute pas aux yeux pour le moment... Ce n'est pas Raymond Barre, Dominique de Villepin ou Jean-Louis Borloo quand ils ont quitté la politique. En-dehors du gouvernement, il lui faudra d'abord une activité qui lui permette de gagner sa vie. Il lui faudra ensuite un espace pour exister médiatiquement et électoralement parlant, sachant qu'il n'a jamais été élu. Il vaut mieux être ministre à Bercy avec une exposition médiatique que conférencier ou de retour dans une banque d'affaires privée.

Avec sa popularité actuelle et le désir des Français de ne plus avoir à choisir de nouveau entre François Hollande et Nicolas Sarkozy comme en 2012, la présidentielle 2017 n'est-elle pas l'occasion ou jamais pour Emmanuel Macron ? Quels sont les obstacles qui s'opposeraient à lui s'il décidait de se lancer ?

Le premier obstacle, c'est déjà de savoir si François Hollande est candidat ou pas, et si le Parti socialiste présente un candidat ou pas. Le danger pour Emmanuel Macron, c'est de se retrouver face à un candidat soutenu par le PS (sa famille d'origine) et un candidat de droite qui voudra mener une politique d'inspiration libérale (qui est aussi la sienne). Il serait coincé entre sa famille d'origine et son idéologie.

Le deuxième grand obstacle réside dans l'obtention des 500 parrainages et signatures. J'imagine que si Emmanuel Macron se présente contre un candidat soutenu par le Parti socialiste, les signatures ne viendront pas d'élus socialistes, et ne viendront pas non plus d'élus de la droite.

Enfin, vous parlez de sa popularité. Oui, il a une forte popularité sondagière, c'est certain. Je me souviens que Bernard Kouchner et Simone Veil étaient dans ce cas-là aussi. Cela ne se concrétise pas toujours en termes politiques... Par ailleurs, il rencontre un certain succès dans les médias, mais d'un autre côté les sondages nous disent que 60% des Français sont opposés à la loi El Khomri, une loi qui ne va pas assez loin selon lui. Il y a donc un certain paradoxe à approuver de façon massive Emmanuel Macron et à trouver que la loi El Khomri n'est pas bonne.